



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 05 du 2 février 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 2 février 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>120</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>120</b>
Arrêté modificatif du 25 janvier 2012 portant organisation des services de la préfecture.....	120
<b>CABINET.....</b>	<b>120</b>
Bureau du cabinet.....	120
Arrêté du 16 janvier 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Alex ENGEL, brigadier major, et M. Laurent DURUPT, gardien de la paix.....	120
Bureau des polices administratives.....	120
Arrêté n° 20083728 du 13 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du Centre Hosp. à Pont-à-Mousson.....	120
Extrait de l'arrêté n° 20084421 du 13 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du Lycée Frédéric CHOPIN à Nancy.....	121
Extrait de l'arrêté n° 2010051 du 13 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de la société MARIONNAUD LAFAYETTE à Nancy.....	121
Extrait de l'arrêté n° 20083861 du 17 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du CM CIC SERVICES à Nancy.....	122
Extrait de l'arrêté n° 20084194 du 17 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de la société ETOILE 54 AUTOMOBILES à Laxou.....	122
Extrait de l'arrêté n° 20084194 du 17 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de la société SAS MUSSIPONTUM à Pont-à-Mousson.....	123
Extrait de l'arrêté n° 20083855 du 23 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du CIC EST à Longuyon.....	123
Extrait de l'arrêté n° 20083858 du 23 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du CIC EST à Lunéville.....	124
Extrait de l'arrêté n° 20083911 du 23 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du Crédit Agricole de Lorraine à Nancy.....	124
Arrêté n° 20083332 du 13 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de la société PICARD LES SURGELES à Nancy.....	124
Extrait de l'arrêté n° 20084601 du 13 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de la co-propriété du Parking BEAUPRE à Nancy.....	125
Extrait de l'arrêté n° 20084741 du 13 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection du Service Départemental d'Incendie et de Secours à Nancy.....	126
Extrait de l'arrêté n° 20083779 du 17 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection du Crédit Agricole de Lorraine à Briey.....	126
Extrait de l'arrêté n° 20110392 du 17 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection du CIC à Nancy.....	127
Extrait de l'arrêté n° 20084636 du 24 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de la société SAINT GOBAIN à Pont-à-Mousson.....	127
Arrêté n° 20110386 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la société CIBOMAT POINT P à Toul.....	128
Extrait de l'arrêté n° 20110422 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la société KEOLIS SUD LORRAINE (KSL) à Toul.....	129
Extrait de l'arrêté n° 20110471 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la Communauté de Communes du Pays de Briey à Mancieulles (3 sites).....	129
Extrait de l'arrêté n° 20110473 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la FERMIERE ST MICHEL'E à Nancy.....	130
Extrait de l'arrêté n° 20110474 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN) à Nancy.....	131
Extrait de l'arrêté n° 20110475 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL MD1 à Essey-lès-Nancy.....	132
Extrait de l'arrêté n° 20110476 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la FERMIERE ST MICHEL'E à Vandoeuvre-lès-Nancy.....	132
Extrait de l'arrêté n° 20110477 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la FERMIERE ST MICHEL'E à Nancy.....	133
Extrait de l'arrêté n° 20110478 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la FERMIERE ST MICHEL'E, LA HALETTE à Nancy.....	134
Extrait de l'arrêté n° 20110483 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL ARMEL à Nancy.....	134
Extrait de l'arrêté n° 20110341 du 17 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à « ACTION LOISIRS » à Mont-Saint-Martin.....	135
Extrait de l'arrêté n° 20110461 du 17 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au BAR TABAC BRYSK à Frouard.....	136
Extrait de l'arrêté n° 20110395 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la Banque Populaire Lorraine Champagne à Briey.....	137
Extrait de l'arrêté n° 20110472 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne (CELCA) à Jarville-La-Malgrange.....	137
Extrait de l'arrêté n° 20110487 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au CIC EST à Briey.....	138
Extrait de l'arrêté n° 20110488 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Crédit Mutuel à Liverdun.....	139
Extrait de l'arrêté n° 20110489 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Crédit Mutuel à Landres.....	139
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>140</b>
Bureau de la citoyenneté.....	140
Arrêté modificatif du 21 janvier 2012 portant changement du gérant de l'entreprise de pompes funèbres à l'enseigne « Pompes funèbres générales » 18, rue de l'hôtel de ville à JOEUF (54240).....	140
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>141</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	141
Arrêté interpréfectoral du 20 janvier 2012 autorisant, d'une part, l'adhésion des communes d'Audun-le-Tiche, Friaucourt, Hayange, Elzange, Metzeresche, Hombourg-Budange et Metzervisse au Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville ainsi que le retrait des communes Bronvaux, Chambley-Bussières, Cutry et Longwy et, d'autre part, la modification de l'article 3 des statuts.....	141
Bureau des procédures environnementales.....	142
Arrêté du 26 janvier 2012 autorisant les agents de l'institut national de l'information géographique et forestière à pénétrer dans les propriétés publiques et privées sur l'ensemble des communes du département pour exécuter des travaux nécessaires à l'implantation et à l'entretien des réseaux géodésiques et de nivellement.....	142
Arrêté du 27 janvier 2012 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.....	142
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>143</b>
<b>DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....</b>	<b>143</b>
Décision du 26 janvier 2012 de délégation permanente à Monsieur GERVAIS Francis, Directeur des services pénitentiaires, aux fins de signer toute décision administrative, propre à la gestion de la maison d'arrêt de Sarreguemines, du 30 janvier 2012 au 6 février 2012 inclus.....	143

<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>143</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL.....</b>	<b>143</b>
Cellule juridique / Cabinet.....	143
Arrêté N° 2012-0090 en date du 24 janvier 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal Pompey / Lay-Saint-Christophe - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	143
Arrêté N° 2012-0090 en date du 24 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.....	143
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>146</b>
<b>SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....</b>	<b>146</b>
Arrêté n° 2012-0090 en date du 24 janvier 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal Pompey / Lay-Saint-Christophe - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	146
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>147</b>
Etablissements de santé.....	147
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-49 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	147
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-50 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	148
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-51 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	148
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-52 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	149
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-53 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	150
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-54 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	150
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-55 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Brie, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	151
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-56 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	152
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-57 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	152
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-58 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	153
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-59 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	154
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-60 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	154
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-086 du 23 janvier 2012 modifiant l'arrêté ARS-DT 2011/111 du 19 août 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	155
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-100 du 26 janvier 2012 modifiant l'arrêté n° 2012-57 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	156
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-103 du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté n° 2012-100 du 26 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	156
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>157</b>
Arrêté n° 2012-04 - DREAL - en date du 20 janvier 2012 portant subdélégation de signature.....	157
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>160</b>
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>160</b>
SSRE / DOETH.....	160
Récépissé de déclaration en date du 8 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/535114540 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	160
Récépissé de déclaration en date du 8 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/537759391 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	161
Récépissé de déclaration en date du 16 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/484435433 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	161
Récépissé de déclaration en date du 16 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/537530974 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	162
Récépissé de déclaration en date du 21 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/378413413 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	162
Récépissé de déclaration en date du 21 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/494943566 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	163
Récépissé de déclaration en date du 21 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/535164867 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	164
Récépissé de déclaration en date du 26 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/393931308 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	164
Récépissé de déclaration en date du 26 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/530302108 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	165
Récépissé de déclaration en date du 26 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/538550302 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	165
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>166</b>
<b>AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....</b>	<b>166</b>
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/004 du 12 janvier 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Villecey-sur-Mad.....	166
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/008 du 17 janvier 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Autrepierre.....	166
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/010 du 23 janvier 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Affleville.....	167
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>167</b>
<b>ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY-SUR-VEZOUZE.....</b>	<b>167</b>
Décision du 12 septembre 2011 portant délégations de signature.....	167
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>169</b>
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>169</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....</b>	<b>169</b>
Appel à candidature du 26 janvier 2012 - Recrutement d'Elèves Aides-Soignants - Promotion 2012/2013.....	169

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Arrêté modificatif du 25 janvier 2012 portant organisation des services de la préfecture**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;  
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;  
VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 portant organisation des services de la préfecture ;  
VU les avis des comités techniques de la préfecture du 14 octobre 2011, de la direction départementale de la cohésion sociale du 12 décembre 2011, de la direction départementale de la protection de populations du 3 janvier 2011 et de la direction départementale des territoires du 13 janvier 2012 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 portant organisation des services de la préfecture est complété ainsi qu'il suit :

F. Le service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (SIDSIC) :

Est créé en Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er février 2012, le service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (SIDSIC).

Ce service de la préfecture à vocation interministérielle est placé sous l'autorité du secrétaire général de la préfecture.

Dans le cadre des orientations nationales définies par la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication et des politiques ministérielles relatives aux systèmes d'information, le service interministériel départemental est chargé d'assurer, pour le compte des ministères concernés, le bon fonctionnement des systèmes d'information des directions départementales interministérielles et de la préfecture. Il exercera également l'ensemble des attributions du service départemental des systèmes d'information et de communication (DCIM 5).

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les directeurs et chefs de bureaux de la préfecture sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il en sera adressé copie à la directrice départementale des finances publiques, à l'inspecteur d'Académie, aux directeurs départementaux interministériels et aux chefs des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 25 janvier 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 16 janvier 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Alex ENGEL, brigadier major, et M. Laurent DURUPT, gardien de la paix**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;  
VU le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
SUR proposition du secrétaire régional lorraine unité SGP Police ;

**ARRETE**

**Article 1er** : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à

- M. Alex ENGEL, brigadier major

- M. Laurent DURUPT, gardien de la paix

Le 25 septembre 2011, rue Jeanne d'Arc à NANCY, MM. ENGEL et DURUPT ont sauvé la vie d'un homme qui venait d'être grièvement blessé, par arme à feu, par son ex-compagne. Le professionnalisme et le sang froid de ces deux fonctionnaires ont permis de sauver la victime.

**Article 2** : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au secrétaire régional lorraine unité SGP Police et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 16 janvier 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

*Bureau des polices administratives***Arrêté n° 20083728 du 13 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du Centre Hosp. à Pont-à-Mousson**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 février 2002 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;  
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé place Jules COLOMBE, 54700 PONT-A-MOUSSON, présentée par M. Jean LEFEBVRE, Directeur du Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Jean LEFEBVRE, Directeur du Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083728.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 5 février 2002 susvisé.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean LEFEBVRE, Directeur.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

**Article 4** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean LEFEBVRE, Directeur du Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ainsi qu'au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20084421 du 13 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du Lycée Frédéric CHOPIN à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;  
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé Lycée Frédéric CHOPIN, 39 rue du Sergent BLANDAN, esplanade Jacques BAUDOT, 54042 NANCY Cedex, présentée par M. Gérald ZAVATTIERO, proviseur ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Gérald ZAVATTIERO, proviseur du Lycée Frédéric CHOPIN est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084421.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 susvisé.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Gérald ZAVATTIERO, proviseur.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 3 jours.

**Article 4** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Gérald ZAVATTIERO, proviseur du Lycée Frédéric CHOPIN ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 2010051 du 13 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de la société MARIONNAUD LAFAYETTE à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2010 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;  
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 34 rue Saint DIZIER, 54000 NANCY, présentée par M. Gaetano PEZZA, directeur de la sécurité, chargé des dossiers vidéoprotection pour la société MARIONNAUD LAFAYETTE ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Gaetano PEZZA, directeur de la sécurité, chargé des dossiers vidéoprotection pour la société MARIONNAUD LAFAYETTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20100051.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 28 juin 2010 susvisé.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Henri PFEMMERT, directeur de la sécurité.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Gaetano PEZZA, directeur de la sécurité, chargé des dossiers vidéoprotection pour la société MARIONNAUD LAFAYETTE ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20083861 du 17 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du CM CIC SERVICES à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU les arrêtés préfectoraux des 10 novembre 2004 et 21 décembre 2010 portant modification de ce système de vidéoprotection ;

VU la nouvelle demande de modification du système de vidéoprotection autorisé situé 44 rue des Dominicains, 54000 NANCY, présentée par M. le Chargé de Sécurité pour le CM CIC SERVICES;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. le Chargé de Sécurité pour le CM CIC SERVICES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083861.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé, modifié le 10 novembre 2004 et le 21 décembre 2010.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Chargé de Sécurité.

**Article 3** – Les modifications portent sur :

- identité du déclarant
- les informations générales et finalités du système
- la localisation du système de vidéoprotection (nombre de caméras)
- les caractéristiques du système
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour assurer la sécurité et la confidentialité
- les modalités d'information du public
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

**Article 4** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 5** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Chargé de Sécurité pour le CM CIC SERVICES ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20084194 du 17 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de la société ETOILE 54 AUTOMOBILES à Laxou**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 4 rue du SAINTOIS, LA SAPINIERE, 54520 LAXOU, présentée par M. Denis HARTMANN, Directeur de PAUL KROELY ETOILE 54 AUTOMOBILES;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Denis HARTMANN, Directeur de PAUL KROELY ETOILE 54 AUTOMOBILES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084194.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 susvisé.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Denis HARTMANN, Directeur.

**Article 3** – Les enregistrements ne feront pas l'objet d'une conservation des images.

**Article 4** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Denis HARTMANN, Directeur de PAUL KROELY ETOILE 54 AUTOMOBILES ainsi qu'au Maire de LAXOU.

Nancy, le 17 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20084194 du 17 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de la société SAS MUSSIPONTUM à Pont-à-Mousson**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé Centre commercial, ZI Montrichard, route de Briey, 1015 Chemin de la Corderie, 54700 PONT-A-MOUSSON, présentée par M. Christophe LELANDAI, directeur du magasin INTERMARCHE, pour la société SAS MUSSIPONTUM ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Christophe LELANDAI, directeur du magasin INTERMARCHE, pour la société SAS MUSSIPONTUM est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le N° 20084269.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 30 juin 2003 susvisé.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe LELANDAI, directeur.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Christophe LELANDAI, directeur du magasin INTERMARCHE, pour la société SAS MUSSIPONTUM ainsi qu'au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 17 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20083855 du 23 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du CIC EST à Longuyon**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2008 portant modification de ce système de vidéoprotection ;

VU la nouvelle demande de modification du système de vidéoprotection autorisé situé au CIC EST, 27 rue de SETE, 54260 LONGUYON, présentée par Monsieur le Chargé de Sécurité pour le CIC EST ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Monsieur le Chargé de Sécurité pour le CIC EST est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083855 .

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé, modifié par arrêté du 30 septembre 2008..

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Chargé de Sécurité.

**Article 3** – Les modifications portent sur :

le nombre de caméras intérieures et extérieures

les personnes habilitées à accéder aux images

service ou personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès

la sécurité et la confidentialité

**Article 4** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 5** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Chargé de Sécurité pour le CIC EST, au Maire de LONGUYON ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Extrait de l'arrêté n° 20083858 du 23 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du CIC EST à Lunéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;  
VU les arrêtés préfectoraux des 21 avril 2008 et 10 mars 2010 portant modification de ce système de vidéoprotection ;  
VU la nouvelle demande de modification du système de vidéoprotection autorisé situé au CIC EST, 3 rue CARNOT, 54300 LUNEVILLE, présentée par Monsieur le Chargé de Sécurité pour le CIC EST ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Monsieur le Chargé de Sécurité pour le CIC EST est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083858.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé, modifié par les arrêtés préfectoraux des 21 avril 2008 et 10 mars 2010.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Chargé de Sécurité.

**Article 3** – Les modifications portent sur :

le nombre de caméras intérieures et extérieures

les personnes habilitées à accéder aux images

service ou personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès

la sécurité et la confidentialité

**Article 4** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 5** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Chargé de Sécurité pour le CIC EST, au Maire ainsi qu'à M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Extrait de l'arrêté n° 20083911 du 23 janvier 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection du Crédit Agricole de Lorraine à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection; modifié par arrêté du 30 septembre 2008;

VU la nouvelle demande de modification du système de vidéoprotection autorisé situé 36 Faubourg des Trois Maisons, 54000 NANCY, présentée par Monsieur le Responsable Sécurité pour le CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Monsieur le Responsable Sécurité pour le CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083911.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 9 avril 1997 susvisé, modifié le 30 septembre 2008.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité.

**Articles 3** – Les modifications portent sur le nombre de caméras extérieures.

**Article 4** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 5** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité pour le CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20083332 du 13 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de la société PICARD LES SURGELES à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée;



VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;  
VU la demande présentée par M. Aymar LE ROUX, Responsable Pôle Technique et sûreté pour la société PICARD LES SURGELES, concernant le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 18-22 rue Emile BERTIN, 54000 NANCY ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er** – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 sus-visé, à M. Aymar LE ROUX, Responsable Pôle Technique et sûreté pour la société PICARD LES SURGELES est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083332.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service sûreté.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

**Article 4** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 5** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 6** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 7** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 8** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Aymar LE ROUX, Responsable Pôle Technique et sûreté pour la société PICARD LES SURGELES, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### Extrait de l'arrêté n° 20084601 du 13 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de la co-propriété du Parking BEAUPRE à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. Dominique ISLER, directeur de « A 2 l'Immobilier Durable », représentant le syndic de la co-propriété du Parking BEAUPRE, concernant le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Parking BEAUPRE, 18 rue de SERRE, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er** – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 septembre 1997 sus-visé, au syndic de la co-propriété du Parking BEAUPRE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084601.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la société A 2 l

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 5** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 6** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 7** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 8** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Dominique ISLER, directeur de « A 2 l'Immobilier Durable », représentant le syndic de la co-propriété du Parking BEAUPRE, ainsi qu'au Maire de NANCY.  
Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20084741 du 13 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection du Service Départemental d'Incendie et de Secours à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection;  
VU la demande présentée par le Colonel Jean-Jacques HORB, Directeur Départemental Adjoint du Service Départemental d'Incendie et de Secours, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé au 27A rue du Cardinal MATHIEU, 54043 NANCY;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 sus-visé, au Service Départemental d'Incendie et de Secours est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084741.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Colonel Jean-Jacques HORB, Directeur Départemental Adjoint.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 5** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 6** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 7** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 8** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Colonel Jean-Jacques HORB, Directeur Départemental Adjoint du Service Départemental d'Incendie et de Secours, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20083779 du 17 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection du Crédit Agricole de Lorraine à Briey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005 portant autorisation d'un système de vidéoprotection;  
VU la demande présentée par M. le Responsable Sécurité du CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE , pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé au Crédit Agricole de Lorraine, Zone commerciale Les Longues Raies, route de BRIEY, 54560 AUDUN LE ROMAN;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 29 juin 2005 sus-visé, à M. le Responsable Sécurité du CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083779.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Responsable Sécurité.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 5** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 6** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 7** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 8** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Responsable Sécurité du CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE, au Maire de AUDUN LE ROMAN, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 17 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110392 du 17 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection du CIC à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Chargé de Sécurité, pour le CIC, concernant le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 20 rue du Faubourg des Trois Maisons, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 sus-visé, à la banque CIC est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110392.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Chargé de Sécurité.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 5** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 6** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 7** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 8** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Chargé de Sécurité, pour le CIC, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20084636 du 24 janvier 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de la société SAINT GOBAIN à Pont-à-Mousson**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. Frédéric BEAUMONT, directeur des ressources humaines de la société SAINT GOBAIN PONT-A-MOUSSON, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé place Camille CAVALLIER - 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 sus-visé, à la société SAINT GOBAIN PONT-A-MOUSSON, est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084636.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric BEAUMONT, directeur des ressources humaines.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 12 jours.

**Article 4** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 5** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 6** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 7** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 8** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Frédéric BEAUMONT, directeur des ressources humaines de la société SAINT GOBAIN PONT-A-MOUSSON ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 24 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

#### **Arrêté n° 20110386 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la société CIBOMAT POINT P à Toul**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-François VINCENT, responsable patrimoine pour la société CIBOMAT POINT P, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 176 rue des ETATS-UNIS, 54200 TOUL ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** – M. Jean-François VINCENT, responsable patrimoine pour la société CIBOMAT POINT P est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110386.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-François VINCENT, responsable patrimoine.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 6 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-François VINCENT, responsable patrimoine pour la société CIBOMAT POINT P, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110422 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la société KEOLIS SUD LORRAINE (KSL) à Toul**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Denis HENRION, Directeur Opérationnel pour la société KEOLIS SUD LORRAINE (KSL), pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 17 cours Raymond POINCARÉ, 54200 TOUL ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Denis HENRION, Directeur Opérationnel pour la société KEOLIS SUD LORRAINE (KSL) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110422.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Laetitia VERMEEREN, responsable TED/MOVIA

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Denis HENRION, Directeur Opérationnel pour la société KEOLIS SUD LORRAINE (KSL), et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110471 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la Communauté de Communes du Pays de Briey à Mancieulles (3 sites)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par Monsieur Guy VATTIER, Président de la Communauté de Communes du Pays de Briey, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement à MANCIEULLES par les adresses suivantes :

- Espace Saint Pierremont, 11 rue du Parc, 54790 MANCIEULLES
- Jardin extraordinaire, rue du Carreau de la Mine, 54790 MANCIEULLES
- Fabrique Culturelle, rue du Carreau de la Mine, 54790 MANCIEULLES

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

**ARRETE**

**Article 1er** – Monsieur Guy VATTIER, Président de la Communauté de Communes du Pays de Briey est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110471.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Pascal KUSIOR, Directeur Général des Services.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à Monsieur Guy VATTIER, Président de la Communauté de Communes du Pays de Briey, au Maire de MANCEUILLES et à Madame la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110473 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la FERMIERE ST MICHEL'E à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 14 rue de SAURUPT, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110473.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe MARCHAND, gérant.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110474 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN) à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN), pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 7 rue CHALNOT, 54000 NANCY;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110474.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. André ROSSINOT, Président.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, et Maire de NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Extrait de l'arrêté n° 20110475 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL MD1 à Essey-lès-Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Eric MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, « SARL MD1 », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 120 boulevard du 69ème RI, La Porte Verte, 54270 ESSEY LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Eric MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la SARL « MD1 » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110475.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M Eric MARCHAND, gérant.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Eric MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la SARL « MD1 », et dont une copie sera transmise au Maire d'ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Extrait de l'arrêté n° 20110476 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la FERMIERE ST MICHEL'E à Vandoeuvre-lès-Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé rue Gabriel PERI, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110476.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M Philippe MARCHAND, gérant.



**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E », et dont une copie sera transmise au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110477 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la FERMIERE ST MICHEL'E à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Place HENRI MENGIN, HALLE ST DIZIER, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110477.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M Philippe MARCHAND, gérant.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110478 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la FERMIERE ST MICHEL'E, LA HALETTE à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E, LA HALETTE », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Place HENRI MENGIN, HALLE ST JEAN, 54000 NANCY;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E, LA HALETTE » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110478.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M Philippe MARCHAND, gérant.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe MARCHAND, pour la MAISON MARCHAND, gérant de la « FERMIERE ST MICHEL'E, LA HALETTE », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110483 du 13 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL ARMEL à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Mme BOZOUKLIAN Armelle, épouse RENN, gérante de la SARL ARMEL, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 3 place Henri MENGIN, 54000 NANCY;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Mme BOZOUKLIAN Armelle, épouse RENN, gérante de la SARL ARMEL est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110483.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Rachid FATIM, vendeur.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme BOZOUKLIAN Armelle, épouse RENN, gérante de la SARL ARMEL, et dont une copie sera transmise au Maire de la NANCY.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110341 du 17 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à « ACTION LOISIRS » à Mont-Saint-Martin**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. Bastien COLLIN, gérant de « ACTION LOISIRS », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 boulevard de l'EUROPE, 54350 MONT-SAINT-MARTIN ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – M. Bastien COLLIN, gérant de « ACTION LOISIRS » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110341.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Bastien COLLIN, gérant.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Bastien COLLIN, gérant de « ACTION LOISIRS », et dont une copie sera transmise au Maire de MONT-SAINT-MARTIN ainsi qu'à la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 17 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110461 du 17 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au BAR TABAC BRYSK à Frouard**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Laurence BRYSK, gérante du BAR TABAC BRYSK pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 49 rue de METZ, 54390 FROUARD ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Madame Laurence BRYSK, gérante du BAR TABAC BRYSK est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110461.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Laurence BRYSK, gérante.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Les caméras visionnant les images sont au nombre de cinq caméras intérieures.

**Article 5** – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Laurence BRYSK, gérante du BAR TABAC BRYSK, et dont une copie sera transmise au Maire de FROUARD.

Nancy, le 17 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Extrait de l'arrêté n° 20110395 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la Banque Populaire Lorraine Champagne à Briey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. le Responsable Sécurité pour la BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 14 avenue de Albert de BRIEY, 54150 BRIEY ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**AR R E T E**

**Article 1er** – M. le Responsable Sécurité pour la BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110395.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Responsable Sécurité.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Responsable Sécurité pour la BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE, et dont une copie sera transmise au Maire de Briey ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Extrait de l'arrêté n° 20110472 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne (CELCA) à Jarville-La-Malgrange**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur le Responsable Sécurité des personnes et des biens de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE (CELCA), pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 16 rue de la République, 54140 JARVILLE LA MALGRANGE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**AR R E T E**

**Article 1er** – Monsieur le Responsable Sécurité des personnes et des biens de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE (CELCA) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110472.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité des personnes et des biens.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité des personnes et des biens de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE (CELCA), et dont une copie sera transmise au Maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE.

Nancy, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### Extrait de l'arrêté n° 20110487 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en œuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au CIC EST à Briey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. le Chargé de Sécurité pour le CIC EST, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé CIC EST, rue Raymond MONDOT, 54150 BRIEY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

#### ARRETE

**Article 1er** – M. le Chargé de Sécurité pour le CIC EST est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110487.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Chargé de Sécurité.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Chargé de Sécurité pour le CIC EST, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110488 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Crédit Mutuel à Liverdun**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur le Chargé de Sécurité du CREDIT MUTUEL, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé rue du Tir, 54460 LIVERDUN ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Monsieur le Chargé de Sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110488.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Chargé de Sécurité.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Chargé de Sécurité du CREDIT MUTUEL, et dont une copie sera transmise au Maire de LIVERDUN, ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Extrait de l'arrêté n° 20110489 du 23 janvier 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Crédit Mutuel à Landres**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur le Chargé de Sécurité du CREDIT MUTUEL, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé CENTRE COMMERCIAL LA CROISSETTE, 54970 LANDRES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** – Monsieur le Chargé de Sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110489.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Chargé de Sécurité.

**Article 3** – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Chargé de Sécurité du CREDIT MUTUEL, et dont une copie sera transmise au Maire de LANDRES, ainsi qu'à Madame la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

## DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

### Bureau de la citoyenneté

#### Arrêté modificatif du 21 janvier 2012 portant changement du gérant de l'entreprise de pompes funèbres à l'enseigne « Pompes funèbres générales » 18, rue de l'hôtel de ville à JOEUF (54240)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2008 habilitant pour six ans sous le numéro 96-54-64, l'entreprise de Pompes funèbres à l'enseigne « Pompes funèbres générales » 18, rue de l'hôtel de ville à JOEUF (54240) ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif du 14 juin 2010 concernant le changement de responsable de l'établissement ;

VU la demande en date du 16 septembre 2011 des « Pompes Funèbres Générales » concernant le changement du responsable de l'établissement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : L'entreprise de Pompes funèbres à l'enseigne « Pompes funèbres générales » 18, rue de l'hôtel de ville à JOEUF (54240), habilitée par arrêté préfectoral du 17 juillet 2008, pour une durée de six ans, pour les activités funéraires mentionnées à l'arrêté susvisé du 17 juillet 2008, est dirigée par M. Pascal JULIEN, gérant en remplacement de M. Jean-François GURY.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Pascal JULIEN et dont copie sera adressée au maire de JOEUF et au directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale par intérim,  
Christine BOEHLER

#### VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.



## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

**Arrêté interpréfectoral du 20 janvier 2012 autorisant, d'une part, l'adhésion des communes d'Audun-le-Tiche, Friaucourt, Hayange, Elzange, Metzèresche, Hombourg-Budange et Metzervisse au Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville ainsi que le retrait des communes Bronvaux, Chambley-Bussières, Cutry et Longwy et, d'autre part, la modification de l'article 3 des statuts**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Le Préfet de la Région Lorraine,  
Préfet de la Zone de Défense,  
Préfet de la Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-19 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de Serry ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « Syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois » ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 30 septembre 2008 autorisant la modification du titre de l'établissement en "Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville" ;

VU les délibérations des communes d'Audun-le-Tiche (15 octobre 2010), Friaucourt (10 septembre 2010), et Hayange (14 décembre 2010) demandant leur adhésion au SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;

VU la délibération de la commune de Bronvaux (20 septembre 2010) demandant son retrait du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;

VU les délibérations du comité syndical du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville en date du 22 décembre 2010 acceptant ces demandes ;

VU la lettre de notification aux communes membres du syndicat en date du 23 décembre 2010 ;

VU les délibérations des communes de Chambley-Bussières (23 novembre 2010), Cutry (10 janvier 2011) et Longwy (21 décembre 2010) demandant leur retrait du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;

VU les délibérations des communes d'Elzange (29 novembre 2010) et Metzèresche (14 décembre 2010) demandant leur adhésion au SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;

VU les délibérations du comité syndical du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville en date du 24 février 2011 acceptant ces demandes ;

VU la délibération du comité syndical du 24 février 2011 décidant de modifier l'article 3 des statuts du syndicat ;

VU la lettre de notification aux communes membres du syndicat en date du 3 mars 2011 ;

VU les délibérations des communes d'Hombourg-Budange et de Metzervisse (3 février 2011) demandant leur adhésion au SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;

VU les délibérations du comité syndical du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville en date du 21 avril 2011 acceptant ces demandes

VU la lettre de notification aux communes membres du syndicat en date du 22 avril mars 2011 ;

VU les délibérations des communes membres du syndicat telles que répertoriées dans un tableau joint en annexe ;

VU l'avis favorable de la sous-préfète de Briey en date du 7 novembre 2011 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Thionville en date du 10 novembre 2011 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Metz-Campagne en date du 5 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

**ARRETERENT**

**Article 1er :** L'adhésion des communes d'Audun-le-Tiche, Friaucourt, Hayange, Elzange, Metzèresche, Hombourg-Budange et Metzervisse au SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisée.

**Article 2 :** Les communes d'Elzange, Friaucourt, Hombourg-Budange, Metzèresche et Metzervisse sont représentées au sein du comité syndical, chacune, par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune d'Audun-le-Tiche est représentée au comité syndical par deux délégués titulaires et un délégué suppléant.

La commune d'Hayange est représentée au sein du comité syndical par trois délégués titulaires et trois délégués suppléants.

**Article 3 :** Le retrait des communes Bronvaux, Chambley-Bussières, Cutry et Longwy du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisé.

La commune de Bronvaux est redevable au syndicat de la somme de 671.16€ (six cent soixante et onze euros et seize centimes).

La commune de Chambley-Bussières est redevable au syndicat de la somme de 662.83 € (six cent soixante-deux euros et quatre-vingt-trois centimes).

La commune de Cutry est redevable au syndicat de la somme de 1 129,31 euros (mille cent vingt-neuf euros et trente et un centimes).

La commune de Longwy est redevable au syndicat de la somme de 17 391.85€ (dix-sept mille trois cent quatre-vingt-onze euros et quatre vingt-cinq centimes).

**Article 4 :** L'article 3 des statuts du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville est remplacé comme suit :

« Article III. MISSIONS OU COMPETENCES

La gestion d'une fourrière pour chiens errants et divagants y compris les chats. (Avec arrêté municipal du maire de la commune)

Convention de prestation de service de fourrière animale.

Les communes dont l'adhésion est en cours sont dépourvues de Fourrière. Pendant cette procédure qui dure plusieurs mois et jusqu'à la prise de l'arrêté interpréfectoral autorisant l'adhésion, il sera proposé à ces communes, dans un souci de continuité du service public, un contrat de prestation de service au tarif en vigueur.

Les missions du syndicat sont :

- Le ramassage des chiens errants.

- La capture puis la mise en liberté des chats errants (après examens vétérinaires) selon l'article L214-5 du code rural et sur arrêté municipal du maire de la commune. »

Le reste sans changement.

**Article 5 :** Les statuts du syndicat, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

**Article 6 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey, Metz-Campagne et Thionville et le président du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Christine BOEHLER

Le Préfet de la Moselle,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Olivier du CRAY

*Les statuts annexés ainsi que le récapitulatif des délibérations sont consultables à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.*

*Bureau des procédures environnementales***Arrêté du 26 janvier 2012 autorisant les agents de l'institut national de l'information géographique et forestière à pénétrer dans les propriétés publiques et privées sur l'ensemble des communes du département pour exécuter des travaux nécessaires à l'implantation et à l'entretien des réseaux géodésiques et de nivellement**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal et notamment les articles L 322-2 et L 433-11 ;

VU le code forestier et notamment les articles L 521-1 et R521-1 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, modifiée et validée par la loi du 28 mars 1957 ;

VU le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 modifiant l'article 7 de la loi du 29 décembre 1892 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 relatif à l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ;

VU la lettre du 12 janvier 2012 du directeur général de l'institut national de l'information géographique et forestière, sollicitant l'autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur les communes du département et concernant les mesures à prendre pour faciliter les travaux nécessaires à l'implantation et à l'entretien des réseaux géodésiques et de nivellement, à la constitution et à la mise à jour des bases de données géographiques, à la révision des fonds cartographiques et aux travaux relatifs à l'inventaire forestier national effectués par l'institut national de l'information géographique et forestière sur le territoire des communes du département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les agents de l'institut national de l'information géographique et forestière chargés des opérations de géodésie, de nivellement, de gravimétrie, de stéréopréparation, de levé ou de révision des cartes et de l'installation de repères et bornes, et de l'inventaire forestier national, les géomètres privés opérant pour le compte de l'institut national de l'information géographique et forestière et le personnel qui les aide dans ces travaux, sont autorisés à circuler librement sur le territoire de l'ensemble des communes du département et à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées closes ou non closes, à l'exception des maisons d'habitation.

Concernant les opérations de l'inventaire forestier national, les agents pourront pratiquer au besoin dans les parcelles boisées, les haies, les alignements, les terres plantées d'arbre épars ou à l'état de landes ou de broussailles, des coulées pour effectuer des visées ou drainage de distances à planter des piquets, à effectuer des mensurations ou des sondages à la tarière sur les arbres ou les objets fixes du voisinage.

**Article 2** : L'introduction des agents et personnes mentionnés à l'article 1 ne pourra avoir lieu qu'après accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 septembre 1892 modifiée. Les personnels en cause seront munis d'une copie du présent arrêté qu'ils seront tenus de présenter à toute réquisition.

**Article 3** : Mesdames et messieurs les maires des communes traversées sont invités à prêter au besoin leur concours et l'appui de leur autorité aux personnes désignés à l'article ci-dessus.

Ils prendront les dispositions nécessaires pour que les personnels susmentionnés chargés des travaux puissent, sans perte de temps, consulter les documents cadastraux et accéder à la salle où ils sont déposés.

Les brigades de gendarmerie chargées de la surveillance des points géodésiques dans les communes de leur circonscription par circulaire n° 07303 DM/Gend. Tdu ministre de la défense nationale en date du 22 février 1956, sont également invités à prêter leur concours aux agents de l'institut national de l'information géographique et forestière en tant que de besoin.

**Article 4** : Conformément aux dispositions de la loi du 6 juillet 1943 susvisée, l'implantation à titre permanent de certains signaux, bornes et repères sur une propriété publique ou privée, ainsi que la désignation d'un édifice en tant que point géodésique permanent feront l'objet d'une décision du directeur général de l'institut national de l'information géographique et forestière notifiée au propriétaire concerné et instituant une servitude de droit public dans les conditions définies par les articles 3 à 5 de la dite loi.

**Article 5** : En vertu de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1943 susvisée, la destruction, la détérioration ou le déplacement des bornes et repères signaux donne lieu à l'application des dispositions de l'article 322-2 du code pénal et au paiement des dommages-intérêts éventuellement dus à l'institut national de l'information géographique et forestière.

Chargés d'assurer la surveillance des bornes, piquets, repères, signaux et points géodésiques, les gendarmes de la circonscription dresseront procès-verbaux des infractions constatées et les maires des communes concernées signaleront immédiatement les détériorations à l'institut national de l'information géographique et forestière – service géodésie nivellement – bureau des servitudes – 73 avenue de Paris – 94165 SAINT MANDE CEDEX.

**Article 6** : La présente autorisation est valable pour cinq ans à compter de la date du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE, TOUL, les maires des communes de Meurthe-et-Moselle, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'institut national de l'information géographique et forestière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 janvier 2012

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté du 27 janvier 2012 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 modifié portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2010 modifié portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU le courrier du président du conseil général en date du 18 janvier 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 1 de l'arrêté du 27 avril 2010 susvisé portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est modifié comme suit, pour ce qui concerne les membres du 2ème groupe : représentants des collectivités territoriales :

Titulaire : M. Olivier TRITZ, en remplacement de M. Maurice VILLAUME

Suppléant : M. Olivier JACQUIN

**Article 2 :** Durée du mandat des membres

La durée du mandat du membre visés à l'article précédent est de trois ans à compter du 21 juillet 2009.

**Article 3 :** Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 4 :** Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

**Décision du 26 janvier 2012 de délégation permanente à Monsieur GERVAIS Francis, Directeur des services pénitentiaires, aux fins de signer toute décision administrative, propre à la gestion de la maison d'arrêt de Sarreguemines, du 30 janvier 2012 au 6 février 2012 inclus**

Le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires Est-Strasbourg,

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-23 et R57-6-24 ;

VU l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 ;

VU l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

#### D E C I D E

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à Monsieur GERVAIS Francis, Directeur des services pénitentiaires, aux fins de signer toute décision administrative, propre à la gestion de la maison d'arrêt de SARREGUEMINES, du 30 janvier 2012 au 6 février 2012 inclus.

Strasbourg, le 26 janvier 2012

Pour le Directeur Interrégional,  
La Directrice Interrégionale adjointe,  
Bénédicte BRUNELLE

## DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

### SECRETARIAT GENERAL *Cellule juridique / Cabinet*

**Arrêté N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives**

Le Directeur Interdépartemental des Routes – Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 11.BI.95 du 22 août 2011, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

#### A R R E T E

**Article 1er :** En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées.	Art. R 432-7 du CDR

	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66 , Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58 , Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71 , Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61 , Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56 , Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78 , Circ. N°91-01 du 21/01/91 , Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D - Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertise judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale
D.3	Dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc., nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'Etat et toutes productions avant clôture d'instruction.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

**Article 2 :** Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Antoine VOGRIG, Directeur adjoint Exploitation,
- Monsieur Didier OHLMANN, Directeur adjoint Ingénierie.

**Article 3 :** Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

- 1 - Monsieur Alberto DOS SANTOS, Chef du Service Politique Routière par intérim à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.
- 2 - Monsieur Philippe LEFRANC, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.
- 3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon.
- 4 - Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

- 1 - en remplacement de Monsieur Xxx, Chef du Service Politique Routière :
  - \* par Monsieur Alberto DOS SANTOS, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.
- 2 - en remplacement de Monsieur Philippe LEFRANC, Chef de la Division d'exploitation de Metz :
  - \* par Madame Véronique CARPENTIER, adjointe du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les n° de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
  - \* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
  - \* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
- 3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :
  - \* par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
  - \* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
  - \* par Monsieur Philippe LEFRANC, chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
- 4 - en remplacement de Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du secrétariat général :
  - \* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.
  - \* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.
  - \* par Monsieur Philippe REMY, assistant du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.
  - \* par Madame Florence THOMAS, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

**Article 5 :** Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

- 1 - Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- 2 - Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- 3 - Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Article 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

- 1 - en remplacement de Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy :
  - \* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIÉ, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- 2 - en remplacement de Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz :
  - \* par Monsieur Philip HAKRANYI, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont :

\* par Monsieur Reynald BELOT, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 - C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Article 7 :** Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

**Article 8 :** Il est rappelé la décision prise par le Préfet de Meurthe-et-Moselle de se réserver les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 9 :** Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 janvier 2012

Le Directeur Interdépartemental des Routes – Est,  
Georges TEMPEZ

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

**Arrêté n° 2012-0090 en date du 24 janvier 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal Pompey / Lay-Saint-Christophe - Département de la Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDÉRANT la demande du 13 janvier 2012 de Madame Marie Noëlle QUENTON, Directrice, proposant Madame Nadine DAUMAS et Madame Brigitte GOBERT en qualité de représentantes du personnel désignées par les organisations syndicales ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le conseil de surveillance du centre hospitalier de Pompey / Lay Saint Christophe, 3 rue de l'avant-garde – 54340 POMPEY, établissement public de santé de ressort intercommunal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Laurent TROGRIC, maire de la commune de POMPEY ;

- Madame Annie MORE, représentante de la commune de FROUARD ;

- Madame Michèle BARTHELEMY et Monsieur HUET, représentants de la communauté de communes du bassin de Pompey ;

- Monsieur Jean-Marie UHLRICH, représentant du conseil général du département de Meurthe et Moselle

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame Pascale PEIFFER, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Docteur Marc BERR et Madame le Docteur Florence GLATH, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Nadine DAUMAS et Madame Brigitte GOBERT, représentantes désignées par les organisations syndicales (CFDT) ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur le Docteur Denis CRAUS et Monsieur Laurent THIRIOT, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

- Monsieur Michel SALMON (ADMD) et Madame Marie-Louis MICHEL (UDAF), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur Benoît GILET, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de Pompey ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de Pompey (si la structure existe) ;

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle ;

- Madame Arlette MARIE, représentante des familles de personnes accueillies en EHPAD.

**Article 2 :** La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

**Article 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 janvier 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,  
Jean-François BENEVEISE

## DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### *Etablissements de santé*

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-49 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par la Maternité Régionale ;

### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 898 486 € soit :

1) 2 871 672 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 498 399 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

119 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

16 423 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

356 123 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

608 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 21 214 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 5 600 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Dont pour 2009

1) 4 302 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

4 302 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Dont pour 2010

1) 23 272 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

4 864 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

18 408 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-50 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le Centre Hospitalier de TOUL.

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 590 786 € soit :

- 1) 1 519 018 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 297 285 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 26 351 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 3 279 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 190 683 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 1 420 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 17 190 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 54 578 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-51 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;



VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 770 680 € soit :

- 1) 1 698 237 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 513 281 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 25 522 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 5 685 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 149 780 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 3 969 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 26 652 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 45 791 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-52 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 452 139 € soit :

- 1) 451 731 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 381 158 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 15 565 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 54 666 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 342 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 408 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-53 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 250 414 € soit :

250 414 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

249 146 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 268 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-54 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine,

chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 81 822 € soit :

81 822 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

81 822 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-55 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 425 016 € soit :

1) 2 322 046 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 027 369 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

39 780 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 273 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

247 053 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 571 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 69 256 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 33 714 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Dont pour 2010

1) 26 019 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

25 690 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

329 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

3) 2 976 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-56 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par l'hôpital de JOEUF ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 289 927 € soit :

289 927 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

182 275 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

106 383 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 269 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'hôpital de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-57 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 – N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 695 826 € soit :

- 1) 26 689 632 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 23 888 772 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 116 513 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 2 647 375 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 15 046 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
  - 21 926 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 300 286 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 625 591 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 80 317 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)

Dont pour 2009

- 1) 79 523 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 2) - 22 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) - 1 103 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Dont pour 2010

- 1) 426 100 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 2) 8 155 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 47 612 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-58 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 087 262 € soit :

- 1) 3 671 987 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 3 481 271 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 190 716 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 2) 409 505 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 5 770 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-59 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par l'hôpital de BACCARAT ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 82 336 € soit :

82 336 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

82 336 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'hôpital de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-60 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 382 998 € soit :

1) 2 157 027 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 962 377 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

7 984 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

185 925 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

741 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 5 224 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 220 747 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-086 du 23 janvier 2012 modifiant l'arrêté ARS-DT 2011/111 du 19 août 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU les circulaires n° DGOS/R1/2011/483 et 489 des 19 et 23 décembre 2011 relatives à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS-DT 54 N° 211/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité régionale pour l'exercice 2011 ;

VU l'arrêté ARS-DT54 N° 111/2011 du 19 août 2011, portant fixation des tarifs de prestations applicables à la maternité régionale à effet du 1er juillet 2011 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'arrêté ARS-DT54 N° 111 du 19 août 2011 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du 1er juillet 2011 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète

12 : Chirurgie et gynécologie-obstétrique 1 830 .00 €

21 : Médecine néonatale et pédiatrique indifférenciées 2 280.00 €

20 : Surveillance continue 1 940.00 €

Hospitalisation de jour

50 : Hôpital de jour 930.00 €

**Article 2 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers la Maternité régionale d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 52 €.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication, conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maternité régionale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-100 du 26 janvier 2012 modifiant l'arrêté n° 2012-57 du 17 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté n° 2012-57 du 17 janvier 2012, fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le centre hospitalier universitaire de NANCY,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'article 1 de l'arrêté n° 2012-57 du 17 janvier 2012 susvisé est modifié comme suit :

– La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 695 826 € soit :

- 1) 26 689 632 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
    - 23 888 772 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
    - 116 513 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
    - 2 647 375 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
    - 15 046 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
    - 21 926 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
    - 80 317 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE) ;
  - 2) 2 300 286 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
  - 3) 625 591 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- Dont pour 2009
- 1) 79 523 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 2) - 22 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
  - 3) - 1 103 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- Dont pour 2010
- 1) 426 100 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 2) 8 155 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
  - 3) 47 612 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Pour le Délégué Territorial,  
L'Animateur Territorial,  
Odile de JONG

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-103 du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté n° 2012-100 du 26 janvier 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;



VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté n° 2012-100 du 26 janvier 2012, fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2011,  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2011, par le centre hospitalier de NANCY,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'article 1 de l'arrêté n° 2012-100 du 26 janvier 2012 susvisé est modifié comme suit :

– La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 695 826 € soit :

- 1) 26 769 949 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
    - 23 888 772 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
    - 116 513 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
    - 2 647 375 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
    - 15 046 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
    - 21 926 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
    - 80 317 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE) ;
  - 2) 2 300 286 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
  - 3) 625 591 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- Dont pour 2009
- 1) 79 523 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 2) - 22 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
  - 3) - 1 103 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- Dont pour 2010
- 1) 426 100 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 2) 8 155 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
  - 3) 47 612 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

## DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

### Arrêté n° 2012-04 - DREAL - en date du 20 janvier 2012 portant subdélégation de signature

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Ingénieur Général des Mines,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT Préfet de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté ministériel 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Lorraine (DREAL Lorraine),

VU l'arrêté SGAR n° 24-2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la DREAL Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.86 du 22 août 2011 de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Monsieur Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** Subdélégation de signature est donnée à Mme Anne-Emmanuelle Ouvrard et à M. Guy Lavergne, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011.

**Article 2 :** Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011, dans les conditions et limites suivantes :

## 1 - Mines et sécurité dans les carrières :

- 1-1 : mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement ;
- 1-2 : gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;
- 1-3 : application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

Agents	Actes		
	1-1	1-2	1-3
M. T. Ailleret, chef de service « PR »	•	•	•
M. P. Hestroffer, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•
Mme P. Hanocq, Chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•	•
M. R. Mazzoleni, chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•	•
M. P. Pelinski, chef de l'UT 54/55	•	•	•
M. M. Khedjout, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•

## 2 - Explosifs :

- 2-1 : autorisation d'utilisation dès réception ;
- 2-2 : autorisation d'exploitation de dépôts mobiles d'explosifs.

Agents	Actes	
	2-1	2-2
M. T. Ailleret, chef de service adjoint, service « PR »	•	•
M. P. Hestroffer, adjoint au chef de service « PR »	•	•
Mme P. Hanocq, Chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•
M. R. Mazzoleni, chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•
M. P. Pelinski, chef de l'UT 54/55	•	•
M. M. Khedjout, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•

## 3 - Equipements sous pression de vapeur ou de gaz :

- 3-1 : enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;
- 3-2 : décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926, du décret du 18 juillet 1943 et de l'arrêté du 23 juillet 1943 ;
- 3-3 : accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;
- 3-4 : autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;
- 3-5 : autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;
- 3-6 : prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;
- 3-7 : agrément de bouteilles d'acétylène ;
- 3-8 : agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;
- 3-9 : décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;
- 3-10 : décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables).

Agents	Actes									
	3-1	3-2	3-3	3-4	3-5	3-6	3-7	3-8	3-9	3-10
M. T. Ailleret, chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. P. Hestroffer, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J. Mole, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. C. Droit, ingénieur à la division « RTI »	•									
M. P. Pelinski, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. Khedjout, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

## 4 - Canalisations :

- 4-1 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;
- 4-2 : autorisations et renoncations de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;
- 4-3 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;
- 4-4 : surveillance, contrôles et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Agents	Actes			
	4-1	4-2	4-3	4-4
M. T. Ailleret, chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. Hestroffer, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. J. Mole, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)				•

M. M. Courty, chef de la division « impact »	•	•	•	
M. C. Droit, ingénieur à la division « RTI »				• (surveillance)
M. P. Pelinski, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•
M. M. Khedjout, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•

## 5 - Véhicules et transport routier :

5-1 : réceptions et homologations des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques ;

5-2 : réceptions des citernes de transports de matières dangereuses ;

5-3 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes ;

5-4 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage ;

5-5 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route ;

5-6 : agrément des contrôleurs et des centres de contrôle technique de véhicules poids lourds à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission ;

5-7 : surveillance des centres de contrôles technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant ;

5-8 : surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

Agents	Actes							
	5-1	5-2	5-3	5-4	5-5	5-6	5-7	5-8
Mme B. Agamennone, chef du service « transports, infrastructures et déplacements »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. Bouvier, chef de la division « contrôle des véhicules » (DCV)	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. Serre, chef du pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. Balwa, chef du pôle « opérations complexe »	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme P. Sar chef du pôle « contrôle des TMD »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. Rauber, technicien au pôle « homologation »	•	•	•	•	•		•	
M. A. Landckocz, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. M. Albrecht, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. C. Dereant, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. F. Hauttemment, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. P. Pelinski, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. Khedjout, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. Codet, coordonnateur du pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. Lasserre, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. Dufoir, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						
Mme R. Scheffer, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						

## 6 - Environnement industriel et déchets :

6-1 : validation des déclarations des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

6-2 : actes et décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006 ;

6-3 : demandes de compléments relatives aux dossiers de demande d'autorisation ou d'enregistrement présentés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

6-4 : demande de dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation quand l'installation dont l'enregistrement est sollicité ne relève pas de ce dernier régime ;

6-5 : confirmation à l'exploitant du caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement.

Agents	Actes				
	6-1	6-2	6-3	6-4	6-5
M. T. Ailleret, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•
M. P. Hestroffer, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•
M. M. Courty, chef de la division « impact »	•	•	•	•	•
M. P. Pelinski, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•
M. M. Khedjout, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•

## 7 - Evaluation environnementale des projets :

7-1 : information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement) ;

7-2 : saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base ;

7-3 : formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement ;

7-4 : transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

Agents	Actes			
	7-1	7-2	7-3	7-4
M. T. Ailleret, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
M. P. Hestroffer, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. Pelinski, chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. M. Khedjout, adjoint au chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)

## 8 - Energie :

8-1 : décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz ;

8-2 : délivrance des certificats d'économie d'énergie ;

8-3 : délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

Agents	Actes		
	8-1	8-2	8-3
Mme G. Lejosne, chef du service « Climat, Energie, Logement, Aménagement » (CELA)		•	•
M. T. Ailleret, chef de service adjoint, service « PR »	•		
M. M. Courty, chef de la division « impact »	•		
M. F. Vignot, chef de la division « Energie, Climat, Bâtiment »		•	•

## 9 - Protection des espèces :

9-1 : décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé ;

9-2 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces Eretmochelys imbricata et Chelonia mydas par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;

9-3 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;

9-4 : décisions relatives au transport et à l'exposition au public des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement ;

9-5 : décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement ;

9-6 : décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés ;

9-7 : décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;

9-8 : décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées.

Agents	Actes							
	9-1	9-2	9-3	9-4	9-5	9-6	9-7	9-8
Mme M-P. Laigre, chef de service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. L. Chrétien, chef de la division "gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux"	•	•	•	•	•	•	•	•

**Article 3 :** L'arrêté n° 2011-DREAL-37 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.**Article 4 :** Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
A. LIGER

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE SSRE / DOETH

Récépissé de déclaration en date du 8 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/535114540 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,

VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 24 novembre 2011 par l'entreprise individuelle GERBER Etienne (AVS Home), sise 35 rue Carnot à Rehainviller (54300).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI GERBER Etienne, sous le n° SAP/535114540,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 8 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 8 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé de déclaration en date du 8 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/537759391 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,

VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 6 décembre 2011 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) COANUS Olga (Ctoutnickel), sise 11 T rue de Californie à Vitrimont (54300).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI COANUS Olga, sous le n° SAP/537759391,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 8 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 8 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé de déclaration en date du 16 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/484435433 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

#### CONSTATE

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 3 décembre 2011 par l'entreprise individuelle SELLAMI Jahwar (Consaïd à domicile), sise 68 rue Stanislas à Nancy (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'entreprise individuelle SELLAMI Jahwar, sous le n° SAP/484435433.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante).

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 12 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 16 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

#### Récépissé de déclaration en date du 16 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/537530974 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

#### CONSTATE

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 5 décembre 2011 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) HAUCK Jordan (3CD), sise à 404 rue du bois le prêtre à Fey-en-Haye (54470).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI HAUCK Jordan, sous le n° SAP/537530974.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique et internet à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 16 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 16 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

#### Récépissé de déclaration en date du 21 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/378413413 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31)  
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service

universel et aux services à la personne,  
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

#### CONSTATE

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 20 décembre 2011 par l'association intermédiaire INES, sise bâtiment Mars, 4 rue Florent Schmitt à Lunéville (54300).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association intermédiaire INES, sous le n° SAP/378413413,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prêt de main d'œuvre autorisé.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante).

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 21 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

#### Récépissé de déclaration en date du 21 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/494943566 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

#### CONSTATE

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 8 décembre 2011 par la SARL Alliance Services, sise 8 rue de la Meurthe à Bouxières-aux-Dames (54136).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Alliance Services, sous le n° SAP/494943566,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;

- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 15 mars 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé de déclaration en date du 21 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/535164867 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,

VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 15 décembre 2011 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) CREMEL Valérie (Food'Lorraine Service), sise 123 bis rue du général Leclerc à Azerais (54122).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI CREMEL Valérie, sous le n° SAP/535164867,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Livraison de courses à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 21 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 21 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé de déclaration en date du 26 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/393931308 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,

VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26 décembre 2011 par l'association Néo Services, sise ZAC du champ le cerf, 240 rue Marcelin Berthelot à Neuves-Maisons (54230).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association Néo Services, sous le n° SAP/393931308,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une



déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'association Néo-Services sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Livraison de courses à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 27 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 26 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé de déclaration en date du 26 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/530302108 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,

VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 22 décembre 2011 par l'EURL AJ-Informatique, sise 3 bis rue du joli bois à Moineville (54580).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL AJ-Informatique, sous le n° SAP/530302108,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EURL AJ-Informatique sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 26 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 26 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé de déclaration en date du 26 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/538550302 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,

VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

### CONSTATE

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23 décembre 2011 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) ALVAREZ Dario, sise 77 rue du faubourg des trois maisons à Nancy (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI ALVAREZ Dario, sous le n° SAP/538550302,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI ALVAREZ Dario sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 26 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 26 décembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORET - CHASSE

#### Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/004 du 12 janvier 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Villecey-sur-Mad

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 septembre 1996 portant institution de l'association foncière de VILLECEY SUR MAD ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de VILLECEY SUR MAD en date du 24 mars 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de VILLECEY SUR MAD en date du 20 octobre 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de VILLECEY SUR MAD ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 03 janvier 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

### ARRETE

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de VILLECEY SUR MAD, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 20 octobre 2011, sont approuvés.

**Article 2 :** La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VILLECEY SUR MAD, adressé au président de l'association foncière de VILLECEY SUR MAD, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 12 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/008 du 17 janvier 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Autrepierre

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 23 juin 2003 portant institution de l'association foncière de AUTREPIERRE ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière de AUTREPIERRE en date du 16 avril 2011 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de AUTREPIERRE en date du 18 juin 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière de AUTREPIERRE ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 07 juillet 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de AUTREPIERRE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 18 juin 2011, sont approuvés.

**Article 2 :** Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de AUTREPIERRE, adressé au président de l'association foncière de AUTREPIERRE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 17 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/010 du 23 janvier 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Affleville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Brie ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 1997 portant institution de l'association foncière de AFFLEVILLE ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de AFFLEVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 13 janvier 2012 du président de l'association foncière de AFFLEVILLE ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de AFFLEVILLE sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de AFFLEVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de AFFLEVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Brie, le 23 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**AUTRES SERVICES****ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY-SUR-VEZOUZE****Décision du 12 septembre 2011 portant délégations de signature**

Le Directeur du Centre Hospitalier Public Intercommunal 3H Santé,

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment en son article L 714-12,  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de santé,  
VU le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de santé,  
VU le décret n° 94-392 du 18 mai 1994 modifié, relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur,  
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 portant délégations de signatures relatifs au Directeur et aux membres du Directoire,

## D E C I D E

Délégation de signature est donnée à :

**Article 1er :** Madame Isabelle CHANÉ, Attachée d'Administration Hospitalière et Adjointe à la direction, pour signer les courriers administratifs courants, les décisions relatives au personnel, les contrats de travail, les fiches de congés et celles qui s'y rattachent, les plannings de travail, les évaluations, les notations et les recrutements et affectations, les rémunérations, les formations, les ordres de mission, les frais de déplacement, les astreintes, les recettes, les dépenses, les mandats d'investissement et de fonctionnement, les documents relatifs aux marchés de travaux, les certificats de conformité, les copies et les pièces constitutives des marchés publics, tous les documents du service qualité, les relevés de conclusions des instances, les fournitures et équipements, les factures des prestations annexes, les factures de médicaments (Circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985), tous documents disciplinaires et ceux destinés à la signature de l'Ordonnateur ainsi que les notes d'information et de service en remplacement et en l'absence du Directeur ou à l'occasion des astreintes administratives et tous les documents courants liés à sa fonction notamment ceux qui se rapportent à l'organisation du travail et à la gestion courante à l'exception de ceux concernant les membres de l'équipe de direction.

**Article 2 :** Madame Evelyne FORINI, Attachée d'Administration Hospitalière, responsable de la Gestion des Ressources Humaines, pour signer les courriers administratifs courants, les décisions relatives au personnel (avancement d'échelons, NBI, congé parental...), la planification du travail, la planification des congés annuels à l'exception de celle des membres de l'équipe de direction, les rémunérations, les formations, les convocations aux diverses formations, les engagements des formations, les frais de déplacement, les astreintes, les ordres de missions, les demandes d'autorisation d'embauche pour remplacements, les bordereaux de mandatement paie, cotisations et autres dépenses liées au personnel, les bordereaux d'envoi, les demandes de remboursement assurances, les demandes de remboursement FEH, les conventions Pôle Emploi CUI/CAE, les conventions de stage souvent, les dossiers de validation de retraite et de rétablissement, les convocations à la médecine du travail, les Comptes Epargne Temps (sauf personnel médical), les attestations de salaire pour le remboursement des indemnités journalières, les attestations et certificats de travail, les honoraires médicaux, les accidents du travail, les avances sur salaire, les factures de Pôle Emploi (évaluation en milieu de travail), les réponses aux demandes d'emploi, les tableaux divers de recensement statistiques, les décisions liées aux œuvres sociales, à la M.N.H., aux partenaires sociaux, les recettes, les factures des prestations annexes, les mandats, hormis les mandats d'investissement, les demandes de fournitures et d'équipement, les notes d'information et les documents liés aux astreintes administratives.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et les notes de services.

**Article 3 :** Madame Ghislaine STOCARD, Adjoint des Cadres, pour signer tous les courriers des affaires courantes concernant la gestion de la formation du personnel, les convocations, les frais de déplacement et tous les actes administratifs en l'absence de Madame FORINI et relevant de sa compétence, ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

**Article 4 :** Madame Dominique HACHAIR et Mademoiselle Aurélie CALVISIO, Adjointes Administratives, pour signer tous les courriers courants et internes liés à leur fonction, les documents à l'occasion des astreintes et les relevés d'heures du personnel intérimaire.

**Article 5 :** Monsieur Denis ANTOINE, Attaché d'Administration Hospitalière, responsable de la gestion financière et économique, pour signer tous les documents courants liés à sa responsabilité, les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au MAPA soit 20 000 euros, les commandes de la section d'exploitation, les bordereaux de mandats de la section d'exploitation émis par le service Economat-Finances et ceux de la classe 1, les bordereaux des titres de recette émis par le service Economat-Finances, les déclarations TVA n° 3310-K-CA3, tous les documents relatifs aux écritures d'ordre comptable en relation avec la Trésorerie et ceux liés aux astreintes administratives.

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification de gestion des Hôpitaux, des autres Hôpitaux et des collectivités locales et territoriales et les notes de service.

**Article 6 :** Madame Edith BONNETIER, Mesdemoiselles Adeline GERARD et Elisabeth POTIER, Adjointes Administratives, pour signer les commandes de la section d'exploitation et les courriers courants liés à leurs fonctions ainsi que les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au MAPA en l'absence de Monsieur ANTOINE et tous les documents liés aux astreintes administratives.

**Article 7 :** Mademoiselle Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé chargée de mission aux Affaires Générales pour les services de soins, de rééducation et médico-techniques, pour signer tous les documents et courriers courants, ceux liés aux astreintes, les notes d'information, les convocations aux conférences et les documents liés au travail des animateurs, à l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification, de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et les notes de service.

**Article 8 :** Mademoiselle Lydia MARCHAL, Cadre Supérieur de Santé, pour signer les notes d'information de la direction des soins, les demandes de contrats de remplacements, les courriers courants, les plannings, les fiches de congés du personnel soignant placé sous sa responsabilité, les convocations et les courriers liés à l'organisation et aux travaux dont les comptes rendus et ceux des réunions d'encadrement et d'expression libre et collective du personnel ainsi que les documents des réunions organisées à la demande de la Direction ou avec son accord ainsi que les documents rattachés à l'exercice de ses responsabilités, à l'exception de tout document destiné à la signature de l'Ordonnateur, les notes de service, congés et gestion des congés de l'équipe de direction et destiné aux autorités de tarification et de gestion administrative de l'établissement.

**Article 9 :** Madame Danièle ORSATO-BLAISE et Madame Joëlle CEZARD, IDE FF Cadres de Santé, pour signer les notes d'informations de la direction des soins, et les demandes de contrats de remplacement en l'absence de Madame Lydia MARCHAL.

**Article 10 :** Mademoiselle Aurélie KASTNER, Adjoint Administratif, remplacée par Mademoiselle Nadège MULLER, Madame Arlette GEHWEILER, Agent de remplacement aux Admissions, Madame Nadine HALVICK, Adjoint Administratif, Madame Marie-Pierre SEIGNE, Responsable du Dossier Patient Administratif, Madame Françoise WITZ, Adjoint Administratif, pour la signature des documents relatifs au transport de corps suite à décès, du « Bordereau Journal Titres » lors de l'émission de titres de recettes, des factures donnant lieu à l'émission de titres de recettes, des documents relatifs au contentieux de facturation de recettes et certificats correspondants, facture des repas au personnel, à la Gendarmerie, aux Ruches, ADMR, factures de prestation de linge aux établissements conventionnés, courriers administratifs et bordereaux d'envoi relatifs aux admissions.

**Article 10 :** Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Pharmacien, pour signer les commandes et factures de médicaments (Circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985) et toutes les correspondances courantes liées à sa fonction à l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification, de gestion des Hôpitaux Locaux, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales.

**Article 11 :** Madame Céline MACHET, Assistante de Service Social, pour signer tous courriers administratifs courants liés à sa fonction, notamment les Aides au logement et à l'Aide Sociale.

**Article 12 :** Madame Emmanuelle FALLIGAN-DEVERGNE, Psychologue, pour signer les courriers courants liés à sa fonction.

**Article 13 :** En cas d'absence, les documents sont signés par son supérieur hiérarchique direct ou son délégataire.

**Article 14 :** Chaque délégataire informe le Directeur ou son Adjoint de tout document soumis à signature dont la conformité apparaît douteuse et de toute conséquence particulière susceptible d'entraîner une difficulté ou un contentieux.

**Article 15 :** Cette délégation prend effet à compter du 12 septembre 2011.

Cirey-sur-Vezouze, le 12 septembre 2011

Le Directeur Délégué,  
E. GAUTHIER

Signataires délégataires :

- I. CHANÉ, E. FORINI, G. STOCARD, D. HACHAIR, A. CALVISIO, D. ANTOINE, E. BONNETIER, A. GÉRARD, E. POTIER, M. MILLER, L. MARCHAL, N. MULLER, A. GEHWEILER, N. HALVICK, F. WITZ, M.P. SEIGNE, J.S. TRESCHER, C. MACHET, E. FALLIGAN-DEVERGNE

**AVIS ET COMMUNICATIONS****AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN****Appel à candidature du 26 janvier 2012 - Recrutement d'Elèves Aides-Soignants - Promotion 2012/2013**

Références : Décret 2007-1188 du 03.08.2007 – article 7-2°

Dans le cadre de la prochaine formation des Aides-soignants qui débutera la première semaine de septembre 2012, 3 postes pourront être pourvus par la voie interne.

Peuvent faire acte de candidature, les ASHQ Titulaires réunissant au moins 3 ans de fonctions en cette qualité (c'est-à-dire ASHQ stagiaire ou titulaire) et ayant fait l'objet d'une sélection professionnelle et d'un avis de la Commission Administrative Paritaire compétente.

Les candidats intéressés devront adresser leur demande écrite à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, assortie impérativement, de l'avis de leur supérieur hiérarchique, avant le 6 février 2012, délai de rigueur.

Pour que le choix de l'Administration puisse se faire le plus équitablement possible, la sélection professionnelle se fera sous forme d'examen. Cet examen comprend une épreuve écrite d'une durée de 2 heures, notée sur 20 qui se décompose en deux parties :

a) à partir d'un texte de culture générale d'une page maximum et portant sur un sujet d'actualité d'ordre sanitaire et social, le candidat doit :

- dégager les idées principales du texte ;
- commenter les aspects essentiels du sujet traité sur la base de deux questions au maximum.

Cette partie est notée sur 12 points et a pour objet d'évaluer les capacités de compréhension et d'expression écrite du candidat.

b) Une série de dix questions à réponse courte :

- cinq questions portant sur des notions élémentaires de biologie humaine;
- trois questions portant sur les quatre opérations numériques de base;
- deux questions d'exercices mathématiques de conversion.

Cette partie a pour objet de tester les connaissances du candidat dans le domaine de la biologie humaine ainsi que ses aptitudes numériques. Elle est notée sur 8 points.

La date des épreuves écrites est fixée au vendredi 10 Février (matin) à l'Institut de Formation en Soins Infirmiers.

Verdun, le 26 janvier 2012

Pour Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,  
L'Attachée d'Administration,  
J. AMAR

